



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens: [Publication](#) [Infographies](#) [NBB.stat](#) [Information générale](#)

Comptes nationaux 2020

En 2020, les ménages et les entreprises se sont maintenus à flot grâce au soutien du secteur public

L'année 2020 a été frappée de plein fouet par les effets de la pandémie:

- L'activité enregistre un recul sans précédent, le PIB en volume se contractant de 5,7%.
- L'emploi résiste, se stabilisant au niveau de l'année précédente, grâce aux mesures exceptionnelles de soutien des autorités.
- Les entreprises et, surtout, les ménages, contraints dans leur faculté de consommer et d'investir, dégagent un excédent massif.
- Les finances publiques se détériorent sensiblement, le déficit public grimant à 9,1 % du PIB et le taux d'endettement, à 112,8 %.
- La Belgique dégage un léger excédent vis-à-vis du reste du monde, à hauteur de 0,8 % du PIB.

L'Institut des comptes nationaux (ICN) publie, ce 18 octobre 2021, les comptes nationaux annuels détaillés, y compris les comptes des administrations publiques, relatifs à l'année 2020 ainsi qu'une actualisation des statistiques pour les années 2017 à 2019. Les résultats complets, ainsi qu'un aperçu des adaptations méthodologiques implémentées pour approcher la réalité COVID-19, sont disponibles dans la publication des [comptes nationaux](#), des [administrations publiques](#), et via la base de données NBB.Stat.

En recul de 5,7 %, le PIB affiche la pire performance depuis la seconde guerre mondiale

La pandémie de COVID-19 met un coup d'arrêt brutal au renforcement de la croissance observé au cours de la période 2017-2019. Le PIB en volume recule de 5,7 %, soit la plus mauvaise performance depuis la seconde guerre mondiale. Les différentes contraintes sur l'offre et la demande générées par la crise sanitaire font chuter la valeur ajoutée de la quasi-totalité des branches d'activité, certes à des degrés divers.

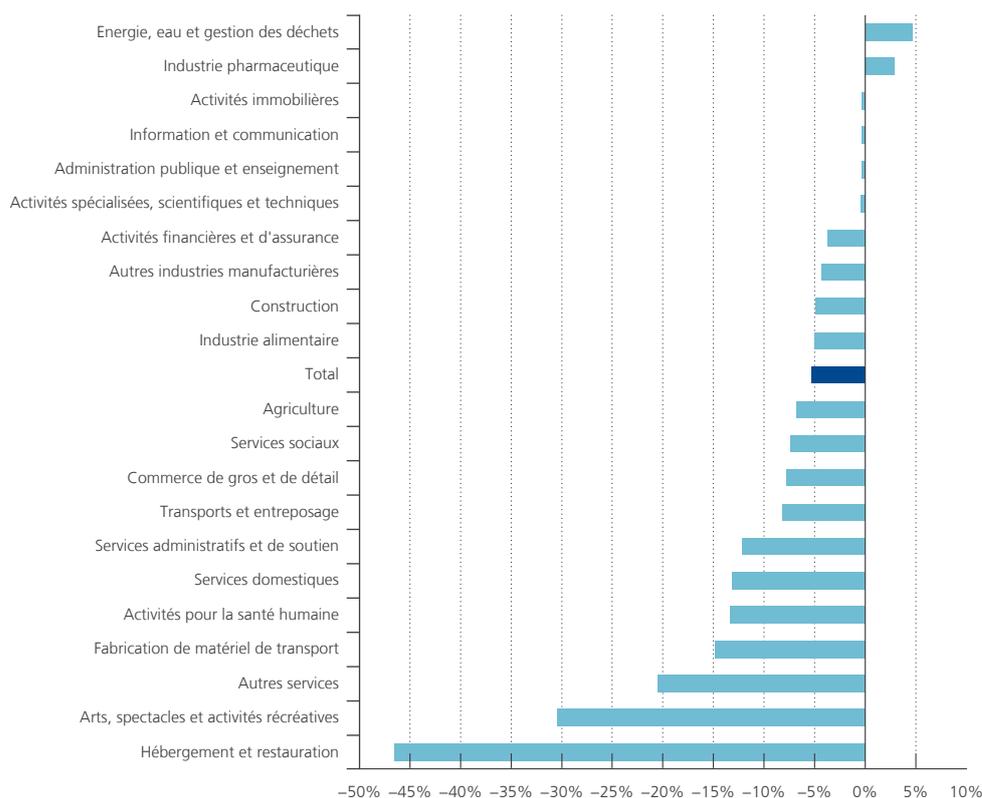
Ce sont les activités de services, et en particulier l'Horeca, les services culturels et les autres services aux personnes qui payent le plus lourd tribut, avec des baisses de valeur ajoutée comprises entre 20 et 47 %. Dans ces branches, l'arrêt de la production imposé par les restrictions sanitaires n'a quasiment pas pu être compensé par le développement d'activités à distance. L'industrie n'est pas épargnée, d'autant que dans certaines branches industrielles, la pénurie de certaines composantes continue à fortement pénaliser la production, même après la réouverture des usines. Les activités de transport et le commerce enregistrent des reculs compris entre 6 et 8 %, directement impactés par la fermeture des commerces non essentiels, les restrictions aux voyages et la généralisation du télétravail. La construction et les activités financières et d'assurances voient leur activité baisser, mais de manière plus limitée, respectivement de 5 et 4 %.

Quasiment épargnées, les branches de l'immobilier, des télécommunications, de l'administration publique et enseignement, et des activités spécialisées, scientifiques et techniques, enregistrent un statu quo, soit en raison de la nature - exerçable à distance - de leurs activités, soit via l'essor de (nouvelles) activités virtuelles compensant la baisse dans les segments traditionnels.

Enfin, de l'autre côté de la distribution, les industries pharmaceutique, d'une part, et énergétique d'autre part, progressent de respectivement 3 et 5 %. La première, en plus de s'être engagée dans la production ou le développement de moyens de lutte contre la pandémie, a bénéficié d'une demande accrue de certains de ses produits phares. Pour la seconde, les coûts opérationnels ont baissé davantage que la production, induisant une évolution positive de la valeur ajoutée.

VALEUR AJOUTÉE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ 2020, EN VOLUME

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)



Source: ICN

Les ménages cessent de consommer et les entreprises d'investir

En 2020, c'est principalement la chute vertigineuse de la consommation privée – de 8,2 % - qui pèse sur la croissance, expliquant trois quarts du recul du PIB. Aux obstacles « physiques » à consommer découlant des mesures sanitaires, s'ajoute l'incertitude des ménages quant à leur capacité financière future. Tous les postes de consommation sont affectés, à l'exception des services de communication, des produits alimentaires et des articles pour la maison.

La consommation publique reste quant à elle pratiquement stable, en raison des mesures de soutien public face à la pandémie, ainsi que de l'inertie de certaines dépenses comme les salaires des fonctionnaires ou les soins de santé.

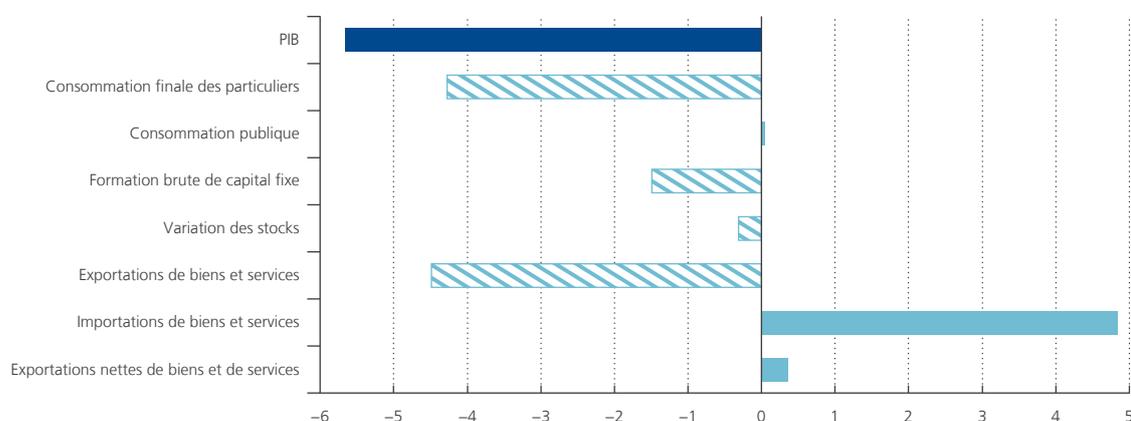
Les investissements contribuent également significativement au repli du PIB, le climat d'incertitude et la chute du chiffre d'affaires influant négativement sur les décisions d'investir. Dans les entreprises, la baisse

des investissements est de 7% en moyenne; fortement corrélée au recul de l'activité, elle s'avère donc particulièrement intense dans les branches de l'Horeca, des services culturels et de la fabrication de matériel de transport, tandis que l'industrie pharmaceutique est la seule branche à accroître ses investissements en 2020, notamment en recherche et développement. Les restrictions appliquées aux activités de construction et de rénovation, conjuguées aux pénuries de certains matériaux, génèrent aussi une baisse de 6,8% des investissements en logements, en dépit de conditions de financement toujours extrêmement favorables.

La pandémie inflige également un coup d'arrêt au commerce mondial. En Belgique, comme les importations baissent davantage (-5,9 %) que les exportations (-5,5 %), les exportations nettes de biens et de services apportent une faible contribution positive à la croissance en volume, de 0,4 point de pourcentage. Ce sont en particulier les dépenses de tourisme qui en sont à l'origine, car elles refluent davantage dans le chef des résidents (importations) que des non-résidents (exportations), et ce avec un poids supérieur : les dépenses des belges à l'étranger sont en effet deux fois plus importantes que celles des étrangers en Belgique.

CONTRIBUTIONS A LA CROISSANCE DU PIB EN VOLUME EN 2020

(points de pourcentage)



Source: ICN.

L'emploi résiste grâce au soutien massif des pouvoirs publics

Alors que l'activité et la demande s'effondrent, l'emploi mesuré en nombre de personnes occupées reste stable en 2020 : le nombre de salariés diminue certes de 0,4 % (ou - 15.200 personnes), mais ces pertes sont compensées par des créations nettes d'emplois indépendants similaires à celles des années précédentes (+ 1,7 % ou + 14.300 personnes), notamment grâce au droit passerelle et au moratoire sur les faillites.

Le volume de travail recule en revanche fortement (-8,5 %) en 2020, absorbant intégralement la baisse de l'activité. L'écart d'évolution entre ces deux mesures – emploi en personnes et volume de travail - est principalement dû au fait que les personnes au chômage temporaire sont encore considérées comme étant en emploi, même si elles ne prestent aucune heure de travail.

Les finances publiques se détériorent fortement

Le déficit budgétaire s'alourdit, pour atteindre 9,1 % du PIB en 2020, soit le niveau le plus élevé depuis le milieu des années 80.

La dégradation du solde de financement est imputable à la fois aux mesures budgétaires mises en place par les autorités publiques pour faire face à la crise du COVID-19 et à la contraction de l'activité

économique. Les recettes refluent de près de 10 milliards d'euros, tandis que les dépenses progressent considérablement, de plus de 22 milliards. Les dépenses publiques directement imputables aux mesures discrétionnaires prises pour lutter contre la pandémie sont estimées à au moins 16 milliards d'euros en 2020, soit 3,5 % du PIB.

Exprimé en pourcentage du PIB, le ratio des dépenses primaires augmente drastiquement, pour atteindre 57,2 % du PIB, tandis que les charges d'intérêts diminuent à peine, à 1,9 % du PIB. La baisse des recettes étant nettement moindre que celle du PIB, le ratio des recettes en pourcentage du PIB grimpe, certes de façon marginale, pour s'établir à 50,1 % du PIB.

Le taux d'endettement augmente lui aussi fortement, pour atteindre 112,8 % du PIB.

La Belgique dégage un léger excédent sur le reste du monde

Si la pandémie a lourdement touché les activités de production et les dépenses des acteurs économiques, elle a aussi modifié sensiblement leur comportement d'épargne et le solde de financement des différents secteurs domestiques.

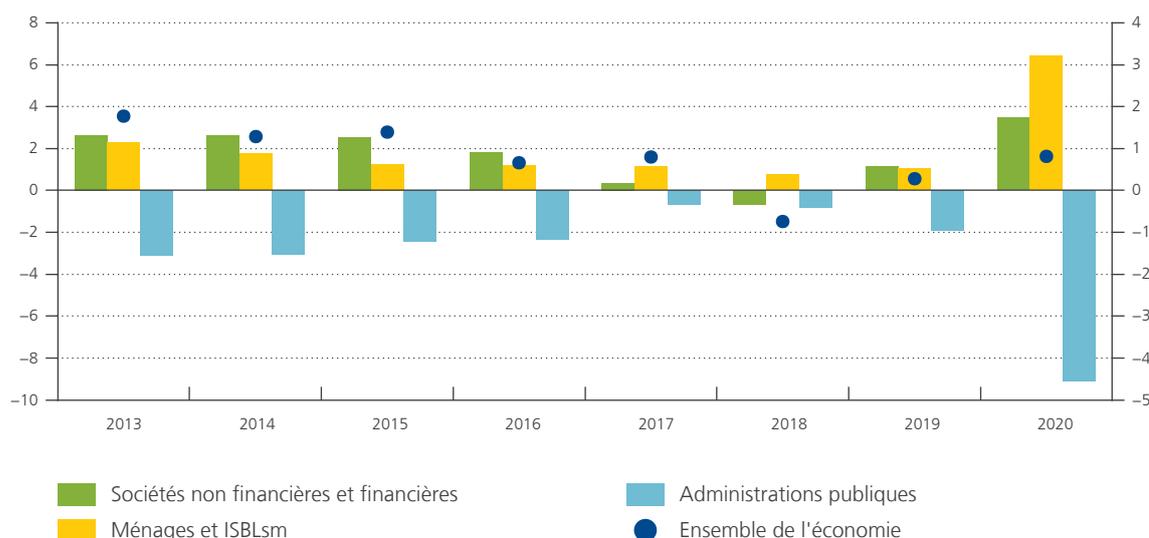
La capacité de financement des ménages a plus que quintuplé en 2020, pour atteindre 28,7 milliards d'euros ou 6,3 % du PIB. Ils ont en effet réduit drastiquement leurs dépenses de consommation et d'investissement, alors même que leur revenu disponible, soutenu par les transferts en provenance des pouvoirs publics, a finalement légèrement progressé.

Un mouvement similaire, quoique de moindre ampleur, a été observé au niveau des sociétés, dont le solde de financement a plus que triplé en 2020, atteignant 15,9 milliards d'euros, soit 3,5 % du PIB.

Globalement, l'amélioration du solde de financement des ménages et des entreprises fait plus que compenser la détérioration de celui des administrations publiques, si bien que, tous secteurs confondus, la Belgique dégage une capacité de financement de 0,8 % du PIB vis-à-vis du reste du monde.

SOLDES DE FINANCEMENT

(pourcentages du PIB)



Source: ICN

PRINCIPAUX RÉSULTATS

	2017	2018	2019	2020
Activité et demande (pourcentages de variation en volume)				
PIB	1,6	1,8	2,1	-5,7
Valeur ajoutée				
Agriculture	4,3	-9,8	0,9	-6,8
Industrie et énergie	1,0	-1,4	4,1	-2,5
Construction	1,5	5,5	1,0	-4,9
Services	1,7	2,4	2,0	-5,9
Dépenses				
Dépenses de consommation finale des ménages et des ISBL au service des ménages	1,9	1,9	1,8	-8,2
<i>Consommation finale des ménages (concept intérieur)</i>	2,0	1,7	1,4	-7,6
<i>Dépenses de tourisme ⁽¹⁾</i>	-0,8	11,4	14,8	-32,4
<i>Consommation finale des ISBL au service des ménages</i>	-0,1	2,2	2,2	-1,3
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,2	1,3	1,7	0,2
Formation brute de capital fixe	1,4	3,0	4,5	-6,2
<i>Entreprises</i>	1,6	2,4	4,8	-7,0
<i>Logements</i>	1,0	1,5	5,1	-6,8
<i>Administrations publiques</i>	1,1	1,0	1,7	0,6
Variation des stocks ⁽²⁾	0,0	0,4	-0,5	-0,4
Exportations de biens et de services	5,5	0,6	2,0	-5,5
Importations de biens et de services	5,2	1,4	1,6	-5,9
<i>p.m. Exportations nettes de biens et de services ⁽²⁾</i>	0,3	-0,6	0,3	0,4
Emploi (variations en milliers de personnes)				
Salariés	60,5	56,4	62,9	-15,2
Indépendants	12,8	13,2	14,2	14,3
Total	73,2	69,7	77,1	-0,9
Finances publiques (pourcentages du PIB)				
Recettes	51,3	51,4	49,9	50,1
Dépenses primaires	49,7	50,1	49,9	57,2
Charges d'intérêt	2,4	2,1	2,0	1,9
Besoin (-) de financement	-0,7	-0,8	-1,9	-9,1
Dette publique (définition Maastricht)	102,0	99,9	97,7	112,8

Source: ICN.

⁽¹⁾ Dépenses des résidents à l'étranger moins dépenses des non-résidents en Belgique⁽²⁾ Contribution à la croissance du PIB